

## Genèse de la procédure

Le 20 septembre 2018 Melle Salomé L. [REDACTED] a été victime d'un grave accident corporel de la circulation causé par M. [REDACTED] assuré par [REDACTED]

Compte tenu des circonstances de l'accident le droit à indemnisation de la victime a été entièrement reconnu.

L'assureur concluant a été diligent dans ses interventions en faveur de la victime, puisqu'une première provision lui sera servie le 5 décembre 2018, soit moins de trois mois après l'accident,

et qu'elle missionne le Dr [REDACTED] en février 2019.

Les soins hospitaliers se poursuivant la concluyente verse les provisions complémentaires suivantes :

- le 28/01/2020 :	30 000 €
- le 01/07/2022 :	80 000 €
- le 25/03/2024 :	300 000 €
- le 25/03/2024 :	100 000 €
	<hr/>
Total :	515 000 €

Ce n'est qu'en décembre 2023 que les experts, le [REDACTED] pour la concluyente et le [REDACTED] pour la victime, sont en mesure de faire le point sur les séquelles.

Ils déposent leur rapport conjoint le 18 janvier 2024 fixant la date de consolidation au 27 novembre 2023.

Ce qui autorise l'évaluation du préjudice soit le versement des deux provisions en 2024 pour un total de 400 000 € (300 000 € + 100 000 €),

**et une offre définitive de la concluyente le 17 avril 2025 de 381 530, 76 €.**

L'indemnisation était donc susceptible de donner lieu à un accord transactionnel global, mais la victime – et ses parents – décideront de judiciaireiser leur recours,

Bien qu'ils n'aient pas évalué certains postes, à savoir :

- l'aménagement du logement,
- l'adaptation du véhicule

Fab